



Communiqué commun des Unions départementales FO et CGT de la Gironde, de la FSU 33 et de Solidaires 33

Les Unions départementales FO et CGT de la Gironde, la FSU 33 et Solidaires 33 dénoncent la tentative du gouvernement Macron d'instaurer une contre-réforme systémique des retraites avec un système universel par points. Le seul objet, c'est nous faire travailler plus pour gagner moins, à cet effet de casser les statuts et droits conventionnels collectifs.

Les retraites actuelles, malgré les attaques successives des gouvernements successifs (Balladur, Fillon / Delevoye, Woerth, Hollande / Touraine), restent des régimes de retraites à prestations définies, calculées sur les 25 meilleures années (salariés du privé) ou sur les 6 derniers mois (fonctionnaires et régimes spéciaux) qui garantissent un droit à la retraite de même niveau.

Avec un « système universel de retraites par points », exit le montant défini et « la notion de durée disparaît » (Delevoye).

D'où l'hypocrisie du maintien de l'âge légal à 62 ans. En effet, que ce soit avec une décote liée à « l'âge pivot de 64 ans » (rapport Delevoye) ou l'allongement de la durée de cotisation pour bénéficier du taux plein (Macron le 26 août), le résultat serait le même : ce serait de fait la retraite à 64 ans minimum. Manipulations et trucages n'y changent rien. D'ailleurs le « rapporteur » Delevoye a été nommé début septembre au gouvernement par Macron !

Les Unions départementales FO et CGT de la Gironde, la FSU 33 et Solidaires 33 revendiquent :

NON au régime universel de retraite par points !

Retrait du projet MACRON / DELEVOYE !

Maintien du régime général, des régimes spéciaux, du code des pensions civiles et militaires, de la CNRACL et des 42 régimes existants !

La régression, ça ne se négocie pas, ça se combat ! Pour établir le rapport de force, pour bloquer le gouvernement, préparer les conditions de la grève interprofessionnelle si nécessaire pour gagner, nous appelons à se réunir partout dans les entreprises et les services.

Contre les politiques régressives des Blanquer, Buzyn, Dussopt, Darmanin... la volonté de résistance s'est développée y compris pendant ces congés d'été. D'ores et déjà nous apportons notre soutien aux mobilisations en cours dans les Urgences, chez les pompiers ou aux Finances publiques...

Face à la répression d'Etat contre les Gilets jaunes, les jeunes ou les syndicalistes lors par exemple du 1^{er} mai, nos organisations réaffirment l'exigence que soit assurée la liberté démocratique de manifester et exigent l'abrogation de la loi liberticide dite « anti-casseurs », en réalité « anti-manifestants ».

Bordeaux, le lundi 9 septembre 2019